



Forte dégradation du marché du travail

L'activité des économies avancées a légèrement accéléré au 3^e trimestre 2014, tirée par les pays anglo-saxons. Le Japon, quant à lui, est à nouveau en récession. Dans les pays émergents, l'activité a continué de tourner au ralenti. En zone euro, la croissance est restée modeste, avec une quasi-stagnation en Allemagne et en Italie, tandis que la reprise se confirmait en Espagne. En France, l'activité a été plus dynamique qu'attendu (+ 0,3 %).

Après un 2^e trimestre 2014 pénalisé par un nombre inhabituellement élevé de ponts, la production manufacturière a rebondi au 3^e trimestre. Dans l'énergie, les services et le commerce, elle a nettement accéléré. À l'inverse, dans le bâtiment et les travaux publics, l'activité s'est de nouveau fortement contractée. Sur le marché du travail, l'emploi salarié marchand a reculé (- 0,4 %) et le taux de chômage a augmenté (+ 0,2 point) en France métropolitaine.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié marchand s'est également nettement replié (- 0,4 %). Cette baisse a concerné l'ensemble des secteurs d'activité, notamment ceux liés au tourisme et à la construction. Dans le même temps, le taux de chômage régional a fortement augmenté et la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a accéléré.

Éric Rubiloni, Philippe Winnicki, Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

Rédaction achevée le 12 janvier 2015

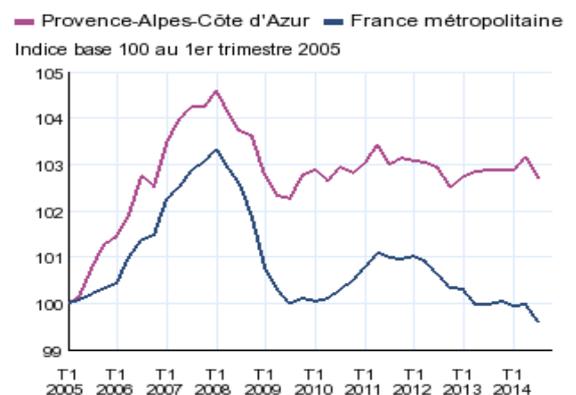
Recul de l'emploi salarié dans tous les secteurs d'activité

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs (55 % de l'emploi total) a reculé de 0,4 % au 3^e trimestre 2014 (soit 5 000 emplois en moins), effaçant ainsi la hausse de 0,3 % enregistrée au trimestre précédent (*figure 1*). Il s'agit du premier repli de l'emploi salarié enregistré depuis fin 2012. Sur un an, l'évolution de l'emploi régional s'établit à - 0,2 %, contre + 0,3 % à la fin du trimestre précédent. Fin septembre 2014, Paca comptait 1 100 700 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 1 900 de moins qu'un an auparavant.

Au cours du 3^e trimestre 2014, l'emploi salarié a baissé dans tous les secteurs d'activité (*figure 2*). Dans le tertiaire marchand hors intérim, les effectifs se sont vivement contractés (- 0,3 %, après + 0,5 % au trimestre précédent). Après avoir fortement progressé au 2^e trimestre (+ 1,0 %), les effectifs dans le commerce ont largement reculé (- 0,6 %, soit - 1 400 emplois). Dans le même temps, les services marchands se sont également repliés (- 0,1 %, après + 0,3 %). Le sous-secteur de l'« hébergement-restauration » a notamment perdu de nombreux emplois (- 1,1 %, soit 1 140 emplois détruits). La baisse a été plus modérée dans le

« transport-entrepasage » (- 0,1 %, soit 80 emplois en moins) et l'« information et communication » (- 0,2 %, soit 80 emplois également).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

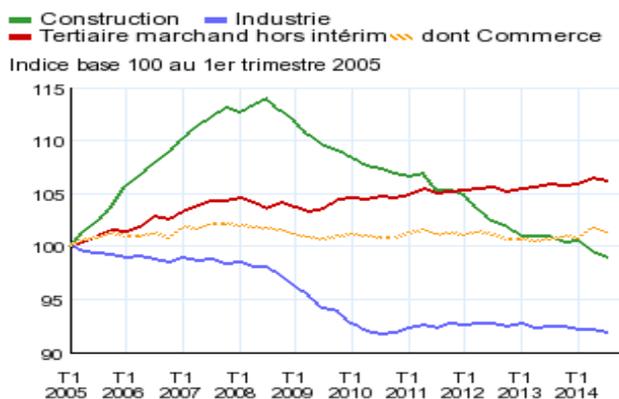


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Paca



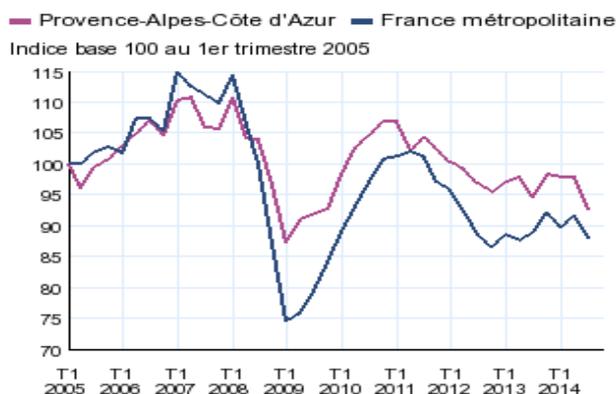
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

À l'inverse, l'emploi a vivement progressé dans les sous-secteurs des « autres services » (+ 0,5 %, soit 330 emplois en plus) et des « activités financières et d'assurance » (+ 0,4 %, soit 230 emplois supplémentaires). L'emploi dans les « services aux entreprises » et les « activités immobilières » a augmenté plus modérément (respectivement 90 et 20 emplois en plus, soit + 0,1 % chacun). Enfin, dans l'intérim, classé dans les services marchands au niveau régional, les effectifs se sont effondrés (1 700 emplois de moins, soit - 5,2 % au 3^e trimestre 2014, après 0,0 % au trimestre précédent) (figure 3).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Le secteur de la construction, dont les effectifs n'ont cessé de se contracter depuis mi-2008, a continué de perdre des emplois au 3^e trimestre 2014 (- 0,6 %, soit 630 emplois en moins). Il faut remonter 10 ans en arrière pour retrouver un niveau d'emploi salarié aussi bas dans ce secteur. Tous les indicateurs d'activité y sont mal orientés. Le nombre de mises en chantier de logements neufs, déjà largement en dessous de son niveau d'avant crise, a baissé au 3^e trimestre 2014 (- 3,5 % sur un an). De plus, l'opinion des chefs d'entreprise de l'industrie et de l'artisanat du bâtiment sur leurs perspectives d'activité reste largement dégradée.

Enfin dans l'industrie, la baisse des effectifs observée depuis début 2014 s'est amplifiée au 3^e trimestre 2014 (- 0,4 %, après - 0,1 % au trimestre précédent). Ce sont notamment des emplois du sous-secteur de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » qui ont été perdus (- 3,2 %, soit 570 emplois en moins). Dans le sous-secteur de la « fabrication d'autres produits industriels » (40 % des effectifs industriels), les effectifs se sont également repliés (- 0,5 %, soit 320 emplois en moins). À l'inverse, l'emploi industriel a augmenté dans les sous-secteurs des « industries extractives,

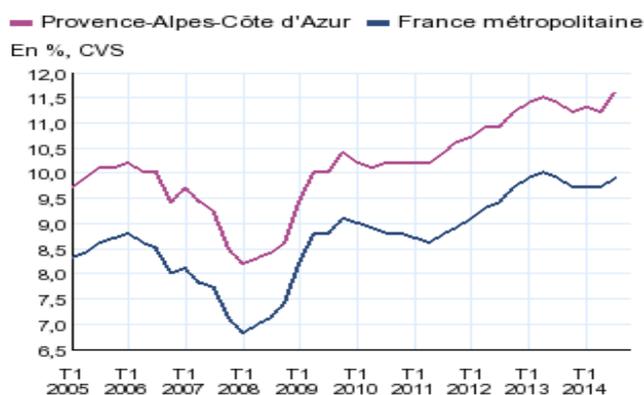
énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » (+ 0,6 %, soit 185 emplois supplémentaires) et de « l'agroalimentaire » (+ 0,5 %, soit 140 emplois en plus). L'évolution des effectifs du sous-secteur de la « fabrication de matériels de transport » a été plus modérée (+ 0,1 %, soit + 20 emplois) ; celui-ci crée de l'emploi tous les trimestres depuis 4 ans.

En France métropolitaine, les effectifs salariés hors agriculture et particuliers employeurs ont baissé au 3^e trimestre 2014 au même rythme qu'au niveau régional (- 0,4 %, après 0,0 % au trimestre précédent). 55 200 postes ont été perdus. Pour la première fois depuis mi-2013, l'emploi tertiaire marchand a baissé (- 0,1 %, après + 0,2 % au trimestre précédent). C'est le secteur du commerce qui contribue le plus fortement à ce recul : ses effectifs ont diminué de - 0,4 %. Seuls ceux des services marchands ont augmenté (+ 0,1 %). Par ailleurs, l'emploi salarié des secteurs de la construction et de l'industrie se sont de nouveau contractés (respectivement - 1,1 % et - 0,4 %). Enfin, les effectifs intérimaires se sont fortement repliés (- 4,0 %, soit - 21 800 postes), effaçant totalement la hausse observée au trimestre précédent (+ 2,3 %, soit + 12 200 postes). Selon les prévisions, l'emploi marchand reculerait de nouveau au 4^e trimestre 2014. La légère accélération de l'activité, conjuguée aux effets cumulés du CICE et du Pacte de responsabilité et de solidarité permettraient un moindre recul de l'emploi marchand au cours du premier semestre 2015.

Nette aggravation du chômage

En écho aux nombreuses pertes d'emplois, le taux de chômage localisé en Provence-Alpes-Côte d'Azur a fortement augmenté au 3^e trimestre 2014 (+ 0,4 point). Il s'établit désormais à 11,6 % de la population active (figure 4). Il faut remonter à la mi-2000, pour retrouver un taux de chômage aussi élevé dans la région. Sur un an, il a augmenté de 0,2 point.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Au sein de la région, le taux de chômage a augmenté dans tous les départements. Il s'établit à 9,2 % dans les Hautes-Alpes (+ 0,1 point par rapport au trimestre précédent), 10,6 % dans les Alpes Maritimes (+ 0,3 point), 11,4 % dans le Var (+ 0,4 point), 12,0 % dans les Alpes-de-Haute-Provence (+ 0,5 point) et dans les Bouches-du-Rhône (+ 0,3 point), et enfin 12,8 % dans le Vaucluse (+ 0,4 point).

Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) inscrits à Pôle emploi a progressé de 6,2 % entre septembre 2013 et septembre 2014, après + 5,5 % entre juin 2013 et juin 2014. Fin septembre 2014, 439 200 personnes sont à la recherche d'un emploi en Paca, soit 25 750 de plus qu'un an auparavant. Si le nombre de demandeurs d'emploi comptabilisés au mois de novembre 2014 (440 400) se maintenait, l'évolution sur un an s'élèverait à + 5,5 % fin décembre 2014. Depuis juin 2012, la hausse du chômage est plus soutenue chez les hommes (+ 7,4 % sur un an), que chez les femmes (+ 5,0 %).

C'est toujours les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus qui sont les plus touchés. Leur demande d'emploi a fortement progressé au 3^e trimestre 2014 (+ 12,5 % sur un an, contre + 12,2 % fin juin 2014). Au mois de novembre (dernière donnée disponible), la hausse annuelle de la demande d'emploi des 50 ans ou plus a cependant légèrement ralenti à + 12,0 %. Après deux trimestres consécutifs de baisse, la demande d'emploi chez les jeunes de moins de 25 ans a renoué avec la hausse (+ 1,1 % sur un an en septembre 2014, après - 1,0 % en juin dernier). Les dernières tendances observées en octobre (+ 0,1 %) et en novembre (+ 1,0 %) confirment cette dégradation. Enfin, le chômage de longue durée a progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 9,7 % sur un an).

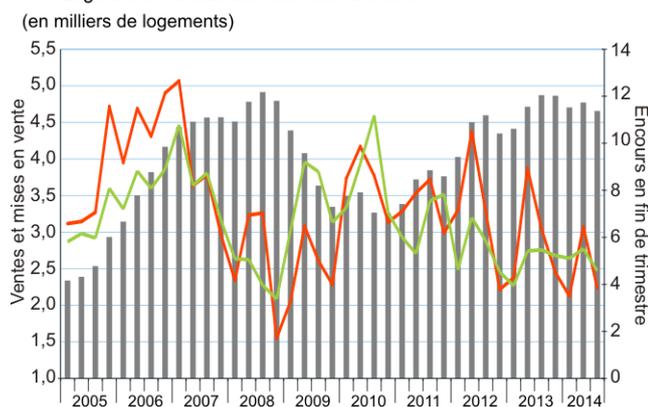
En France métropolitaine, après trois trimestres de stabilité, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Il s'établit à 9,9 % de la population active au 3^e trimestre 2014. Sur un an, il demeure stable. Selon les prévisions, la légère hausse attendue de l'emploi total au cours de prochains trimestres ne suffirait pas à absorber la progression de la population active. Le taux de chômage augmenterait légèrement d'ici mi-2015. Comme en Paca, la hausse annuelle du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle emploi s'est encore intensifiée au 3^e trimestre 2014 (+ 5,7 % fin septembre, contre + 5,1 % fin juin 2014 et + 4,5 % fin mars 2014). Les dernières données disponibles annoncent une nouvelle accélération au dernier trimestre 2014 (+ 6,0 %).

Marché immobilier du neuf : toujours plus dégradé

Au cours du 3^e trimestre 2014, seuls 2 475 logements neufs ont été vendus en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit un recul de 10,3 % sur un an. Cette baisse des ventes intervient après trois trimestres consécutifs de hausse. Ce repli est imputable aux ventes de logements collectifs (- 9,1 %, après 0,0 %), comme à celles de logements individuels (- 24,6 %, après + 16,4 %). Au niveau national, les ventes de logements ont continué de baisser (- 11,5 % sur un an, après - 9,5 % au trimestre précédent).

5 Commercialisation de logements neufs

- Logements disponibles en fin de trimestre
- Logements mis en vente au cours du trimestre
- Logements vendus au cours du trimestre



Source : SoeS, ECLN

Dans ce contexte de faible niveau des ventes, seuls 2 240 logements neufs ont été mis en vente en Paca, soit 26,4 % de moins qu'un an auparavant (- 16,0 % au niveau national) (figure 5). Le repli a notamment concerné les logements collectifs (- 28,6 %) ; les mises en vente de logements individuels sont pour leur part restées stables (- 0,8 %). Au final, le niveau de l'encours de logements proposés à la vente a baissé de 5,6 % sur un an, et s'établit désormais autour de 11 400 logements en Paca. Un délai de treize mois est toujours nécessaire pour écouler cet encours dans le collectif ; quatorze mois dans l'individuel.

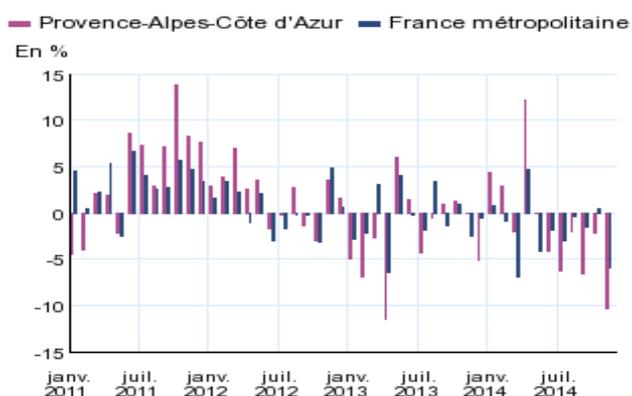
Dans la région, le prix moyen au mètre carré des appartements neufs a baissé au 3^e trimestre 2014 (- 9,1 % sur un an, après + 1,3 %). Il s'établit désormais à 4 092 euros en Paca, à un niveau toujours

supérieur à la moyenne nationale. En France métropolitaine, il s'établit à 3 886 euros au mètre carré, soit une baisse de 0,9 %. Dans l'individuel, après deux années de baisse continue (- 14,6 % au total), le prix moyen du lot (maison et terrain) a renoué avec la hausse dans la région (+ 7,4 % sur un an). Il s'établit désormais à 294 241 euros, contre 259 688 euros au niveau national (+ 4,6 %).

Recul marqué du tourisme étranger

Après deux trimestres consécutifs de hausse, le nombre de nuitées dans les hôtels de Paca a fortement baissé au 3^e trimestre 2014 (- 4,7 % sur un an, soit - 418 000 nuitées) (figure 6). Au sein des régions métropolitaines, Provence-Alpes-Côte d'Azur est l'une des régions dont la fréquentation hôtelière a le plus reculé à l'été 2014, après la Corse (- 5,7 %) et Rhône-Alpes (- 5,0 %). Parmi les autres régions touristiques en été, la baisse a été un peu moins prononcée en Midi-Pyrénées (- 3,7 %) et Languedoc-Roussillon (- 3,3 %), et beaucoup plus modérée en Bretagne (- 0,6 %) et en Aquitaine (- 0,1 %). En Île-de-France (28,5 % de l'ensemble des nuitées), la fréquentation a légèrement reculé (- 0,4 %). Au final, au niveau national, le nombre de nuitées hôtelières a de nouveau diminué (- 1,6 %, après - 0,8 %) au 3^e trimestre 2014.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes. Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1. Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été répolées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le recul de la fréquentation hôtelière est dû à la moindre présence des clientèles française (- 4,1 %) et plus encore étrangère (- 5,5 %). Un recul aussi conséquent du nombre de touristes étrangers (- 224 000 nuitées) n'a pas été observé depuis de nombreuses années. La clientèle européenne (y compris la Turquie), qui avait soutenu la fréquentation hôtelière régionale au 2^e trimestre 2014, a été moins présente cet été (- 4,4 %, soit 124 000 nuitées de moins). Les touristes en provenance des pays de la zone euro sont venus un peu moins nombreux (- 1,3 %, soit 20 500 nuitées en moins). Ce sont notamment les clientèles belge (- 6,2 %) et allemande (- 4,7 %) qui ont été moins présentes, à l'inverse des Espagnols et des Italiens (+ 2,7 % chacun). Pour la clientèle originaire des pays hors zone euro, la baisse de fréquentation hôtelière a été bien plus marquée (- 8,1 %). Ce sont les touristes en provenance des pays d'Europe de l'Est qui ont le plus fortement contribué à cette baisse (- 28,9 %, soit - 104 000 nuitées). Le recul a été plus modéré pour les Anglais (- 0,8 %) et les Suisses (- 1,9 %). La clientèle lointaine (hors Europe) a une nouvelle fois fortement diminué au 3^e trimestre 2014 (- 8,0 %, soit 100 000 nuitées de moins). Seuls les touristes en provenance des pays du Proche et Moyen-Orient et les Chinois sont venus plus nombreux. Parmi les clientèles les plus représentées dans la région, les Russes (19 % de la clientèle lointaine) ont notamment été nettement moins présents (- 20,1 %, soit 55 000 nuitées en moins) ainsi que les Américains qui représentent 29 % de la clientèle lointaine (- 6,7 %, soit - 24 300 nuitées).

Les créations d'entreprises progressent peu, les défaillances ralentissent

Malgré un léger fléchissement, le nombre de créations d'entreprises a continué à augmenter au 3^e trimestre 2014 en Paca (+ 0,2 % sur un an, après + 0,3 % au trimestre précédent) (figure 7). Au total, 13 900 nouvelles entreprises ont été créées, soit 30 de plus qu'un an auparavant. Au niveau national, le nombre de créations d'entreprises a accéléré (+ 5,1 %, après + 1,9 %). Dans la région, le ralentissement est uniquement imputable aux créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs, c'est-à-dire les autres entreprises individuelles et les sociétés (- 3,4 %, soit 230 créations en moins sur un an). Côté micro-entrepreneurs (anciennement nommé auto-entrepreneurs), le nombre de créations a progressé pour la première fois depuis l'été 2012 (+ 3,8 % sur un an, après - 0,2 % au trimestre précédent).

7 Créations d'entreprises

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur hors micro-entrepreneurs
 ■ France métr. hors micro-entrepreneurs
 ■ Provence-Alpes-Côte d'Azur y/c micro-entrepreneurs
 ■ France métr. y/c micro-entrepreneurs

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Contexte national - Les freins se desserrent un peu

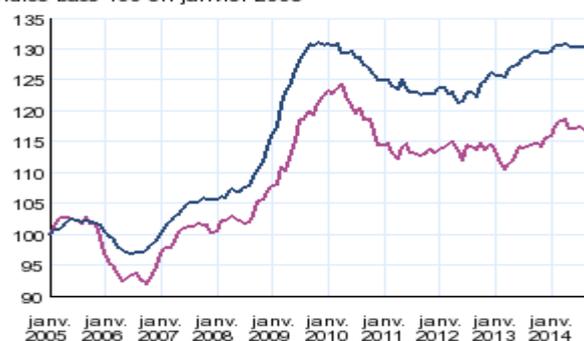
Au 3^e trimestre 2014, l'activité en France s'est revêlée un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au 4^e trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au 1^{er} semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,6 % mi-2015.

À l'issue du 3^e trimestre 2014, 6 395 défaillances ont été enregistrées depuis un an dans la région (figure 8). Le nombre de défaillances a ainsi augmenté de + 2,2 % par rapport au trimestre précédent. C'est un peu moins qu'au 2^e trimestre (+ 2,8 %). Au niveau national, la hausse a été plus modérée (+ 0,5 %, après + 2,4 % au 2^e trimestre 2014).

8 Défaillances d'entreprises

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur ■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 12 novembre 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

En Paca, l'augmentation des défaillances a concerné principalement les secteurs de l'agriculture (+ 45,6 %, soit + 31 défaillances), des activités financières (+ 18,2 %, soit + 16 défaillances), de l'industrie (+ 14,7 %, soit + 56 défaillances) et de l'hébergement-restauration (+ 10,4 %, soit + 81 défaillances). Le nombre de défaillances a diminué uniquement dans les secteurs de l'information-communication et de la construction (respectivement - 11,7 % et - 7,5 %).

Contexte international - Légère embellie en zone euro

Au 3^e trimestre 2014, l'activité a légèrement accéléré dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique ont de nouveau fortement progressé, tandis que la croissance est restée modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité a continué de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum générerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 a pesé fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de décembre 2014 - « Les freins se desserrent un peu »

www.insee.fr/fr rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture

Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur
 17 rue Menpentil
 CS 70004
 13395 Marseille Cedex 10

Directeur de la publication :
 Patrick Redor

Rédacteur en chef :
 Claire Joutard

ISSN : 2417-1638 (en ligne)
 © Insee 2015

